

BURUNDI-Crise

Le Burundi en crise veut quitter la CPI

AFP

(NAIROBI/Kenya)

LE Burundi a entrepris de se retirer de la Cour pénale internationale (CPI), une semaine après l'ouverture d'une enquête de l'ONU sur les violations des droits de l'Homme commises dans le pays depuis avril 2015, a-t-on appris vendredi auprès du gouvernement burundais.

"Nous avons pris cette option de nous retirer de la CPI. Le projet de loi va maintenant être envoyé au niveau de l'Assem-

blée nationale pour adoption", a déclaré à l'AFP Gaston Sindimwo, premier vice-président du pays.

Le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU a annoncé le 30 septembre l'ouverture d'une enquête visant notamment 12 personnalités du régime - dont le numéro deux du pouvoir, le général Alain-Guillaume Bunyoni - soupçonnées d'avoir joué un rôle dans la commission de crimes depuis le début de la crise actuelle en avril 2015.

La procureure de la CPI

a elle-même lancé en avril un examen préliminaire sur des meurtres, tortures et viols notamment, dans ce pays de la région des Grands lacs, tandis que le 20 septembre, un rapport de l'ONU a accusé Bujumbura d'être responsable de graves violations des droits, systématiques et constantes.

Ce rapport avait en outre mis en garde contre de possibles "crimes contre l'humanité" et un "grand danger de génocide".

"On se rend parfaitement compte qu'il s'agit d'un complot (de la com-

munauté internationale) qui vise à faire du mal au Burundi", a ajouté le premier vice-président, évoquant "la pression" exercée selon lui par l'UE sur le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU.

M. Sindimwo a estimé vendredi que la CPI est un "moyen politique" utilisé par la communauté internationale pour "opprimer les pays africains", se faisant l'écho de critiques récurrentes de certains pays africains contre la CPI.

Le Burundi est plongé dans une grave crise de-

puis que le président Pierre Nkurunziza a annoncé en avril 2015 sa candidature à un troisième mandat, qu'il a obtenu en juillet de la même année au terme d'une élection boycottée par l'opposition. Les violences ont fait plus de 500 morts et poussé plus de 270.000 personnes à quitter le pays. Un retrait du Burundi de la CPI ne lui permettrait pas, en théorie, de se soustraire à la justice internationale. La CPI ne peut certes pas enquêter de sa propre initiative sur un pays non mem-

bre, mais elle peut le faire si le Conseil de sécurité de l'ONU l'y autorise, comme ce fut le cas pour le Darfour (2005) et la Libye (2011).

De plus, le statut de Rome, traité fondateur de la CPI, stipule que "le retrait prend effet un an après la date à laquelle la notification a été reçue, à moins que celle-ci ne prévoit une date postérieure" et "n'affecte en rien la poursuite de l'examen des affaires que la Cour avait déjà commencé à examiner avant la date à laquelle il a pris effet".

AFSUD-Education

Des étudiants menacent d'empêcher la réouverture des universités

AFP

(JOHANNESBURG/Afrique du Sud)

DES centaines d'étudiants ont manifesté vendredi à Johannesburg pour réclamer une éducation gratuite pour tous, menaçant de perturber la réouverture de leur université lundi s'ils n'obtenaient pas gain de cause, a constaté un journaliste de l'AFP.

"Nous nous battons pour une éducation de qualité, gratuite et décolonisée. Si nous n'arrivons pas à obtenir d'accord avec la direction de l'université, nous n'avons pas d'autre choix que le blocage", a lancé Anzio Jacobs, un des chefs de la contestation qui agite l'université du Witwatersrand (Wits).

Depuis près de trois semaines, les cours sont perturbés dans de nom-

breux campus du pays en raison des troubles provoqués par la décision du gouvernement d'autoriser une augmentation de jusqu'à 8% des frais de scolarité universitaires.

Des affrontements violents ont encore opposé cette semaine étudiants et forces de l'ordre à l'université de Wits.

Une assemblée générale devait réunir vendredi matin les responsables

de la contestation et la direction de l'université pour confirmer sa réouverture lundi mais elle a été reportée faute d'accord entre les parties.

"Parmi leurs dernières demandes, les étudiants contestataires veulent que Wits et toutes les autres universités soient fermées jusqu'à ce que le gouvernement accepte le principe d'une éducation gratuite", a confirmé devant la presse Adam

Habib, le recteur de l'université de Wits.

"Je pense que c'est une incroyable et dangereuse provocation", a-t-il estimé, précisant qu'une décision serait prise ce week-end quant à la réouverture de l'université lundi.

Le gouvernement s'est engagé à prendre en charge pour 2017 l'augmentation des frais universitaires pour tous les étudiants issus de foyers

gagnant moins de 600.000 rands par an (40.000 euros), mais l'annonce n'a pas suffi à calmer la grogne.

L'an dernier, un mouvement similaire s'était soldé par un gel de l'augmentation des frais universitaires pour l'année 2016.

Si la fermeture des universités se prolongeait, elle pourrait menacer l'organisation des examens, en décembre.

NIGER-Attaque-Jihadiste

22 soldats tués dans une attaque jihadiste dans un camp de réfugiés

AFP

(NIAMEY/Niger)

LE Niger a été frappé jeudi par une nouvelle attaque "probablement jihadiste" qui a fait 22 morts parmi ses soldats stationnés dans un camp de réfugiés près de la frontière avec le Mali. Cette attaque a été menée dans un camp de réfugiés maliens à Tazalit, dans la région de Tahoua, à 300 km au nord-est de Niamey, a précisé un responsable des services de sécurité nigériens.

Trente à quarante hommes "lourdement armés parlant le touareg ont mené cette attaque vers 14H00 (13H00 GMT) et fait 22 tués parmi les militaires", a affirmé à l'AFP ce responsable.

Ils "sont allés directement vers le poste de sécurité du camp des réfugiés et ont mitraillé les militaires qui étaient en train de déjeu-

ner", a-t-il expliqué.

Les assaillants sont repartis deux heures plus tard en emportant des vivres, des vêtements, des armes et munitions et trois véhicules, dont un appartenant au Haut-commissariat aux réfugiés (HCR) des Nations unies et une ambulance, selon ce responsable.

Une "bande de criminels non identifiés à bord de véhicules en provenance du Mali a tué (...) 14 gardes nationaux, cinq gendarmes, trois soldats de l'armée et fait trois blessés", a déclaré le colonel Moustapha Ledru, porte-parole du ministère nigérien de la Défense, dans un communiqué lu à la télévision.

"Les assaillants ont aussitôt pris la fuite en direction du Mali après leur forfait. Une poursuite a été engagée pour rattraper et neutraliser l'ennemi. Cette agression ne restera pas impunie" a-t-il poursuivi. Il "exhorte" les forces de

l'ordre et de sécurité du Niger "à poursuivre avec courage et dévouement la lutte implacable qu'elles mènent contre ces bandes de criminels".

Enfin, le texte "réaffirme la ferme détermination du président du Niger à tout mettre en oeuvre pour vaincre le terrorisme et le crime organisés sur le territoire national".

Le HCR a confirmé le bilan de 22 soldats tués et ajouté que cinq militaires avaient été blessés.

Seuls trois des soldats affectés à la sécurité de ce camp de réfugiés ont réussi à fuir, a indiqué le HCR dans un communiqué.

•**MATÉRIEL MÉDICAL PILLÉ** Des témoins cités par le HCR ont indiqué que les assaillants étaient restés dans cette zone pendant au moins deux heures avant de piller du matériel médical.

Ils ont également incendié

une ambulance du HCR qui a précisé que les assaillants s'étaient enfuis à bord d'un véhicule militaire volé avant l'arrivée des renforts nigériens sur place.

Le Niger a déjà été frappé par le passé par des attaques. Mi-septembre, deux civils avaient été tués et plusieurs autres blessés dans une attaque contre un camp onusien de réfugiés maliens de Tabarey-barey, proche du Mali.

En octobre 2014, un autre camp de réfugiés onusien abritant 6.000 Maliens à Mangaize, également proche du Mali, avait été attaqué par des hommes lourdement armés, qui avaient tué neuf membres des forces de sécurité, selon les autorités nigériennes.

Selon des chiffres du HCR, le Niger accueille actuellement 60.000 réfugiés maliens. Il abrite aussi plus de 80.000 réfugiés nigériens - dont une grande partie a

fui les violences du groupe islamiste nigérian Boko Haram - dans l'est du pays. Malgré des frontières considérées comme poreuses, le Niger constitue un îlot de stabilité relative dans une zone en proie aux troubles. Autour de ce pays, Mali, Libye et Nigeria sont tous confrontés à des groupes armés jihadistes. Le nord du Mali est tombé au printemps 2012 sous la coupe de groupes jihadistes liés à Al-Qaïda. Ces groupes en ont été en grande partie chassés à la suite du lancement en 2013, à l'initiative de la France, d'une intervention militaire internationale, qui se poursuit actuellement.

Le Niger est également dans la ligne de mire des jihadistes nigériens de Boko Haram. L'attaque la plus meurtrière du groupe islamiste ces derniers mois s'est déroulée à Bosso, une ville au sud-est du Niger. En juin dernier, des isla-

mistes ont attaqué un poste militaire et tué 26 soldats, et ont tenté de s'implanter dans cette ville frontalière stratégique dans la région du Sahel, avant d'être repoussées.

Fin juillet, la Force multinationale mixte (Nigeria, Tchad, Niger, Cameroun), et notamment le Tchad, avait engagé des moyens importants et avait indiqué avoir repris aux insurgés islamistes les localités stratégiques nigérianes de Douthi et Damasack, proches du Niger.

Depuis février 2015, Boko Haram mène des attaques autour de Diffa, région frontalière du nord-est du Nigeria, fief des insurgés islamistes. La région de Diffa abrite plus de 300.000 réfugiés et déplacés, alors que la population locale est déjà très pauvre, selon l'ONU qui demande à la communauté internationale d'accroître son soutien financier pour leur venir en aide.